Entretien

Patrick Boucheron : «Notre situation historique n’est pas pré-révolutionnaire, mais pré-autoritaire»

A six mois d’une élection présidentielle où l’extrême droite est donnée favorite, le professeur au Collège de France analyse pour «Libération» en quoi le mouvement lycéen et social et le 17 octobre percutent la campagne et constituent une séquence inédite dans l’histoire récente de la Ve République.



Patrick Boucheron, à Paris, en 2026. (Martin Colombet/Libération)

Par Matthieu Écoiffier Adrien Naselli

Publié le 31/10/2026 à 6h00

Mais que se passe-t-il au pays des Lumières et des révolutions ? Quels enseignements tirer du mouvement lycéen et social et des pillages qui ont culminé en marge des cortèges le 17 octobre dans plusieurs villes de France ? En quoi avons-nous *«quitté l’époque contemporaine»* comme le proclame l’un de leurs slogans ?

Spécialiste de l'analyse des mécanismes de pouvoir et des temporalités, l'historien Patrick Boucheron pose son regard sur cette séquence où les jeunes se sont, selon lui, *«emparés de l'histoire avec agilité»* pour marquer leur aspiration à la justice sociale face à un gouvernement qui ne leur a répondu, pendant un temps, que par le mépris et la surenchère sécuritaire.

Une séquence aussi marquée par l'attentat meurtrier de Trappes dont le suspect a reconnu le caractère raciste. L'historien fait un bilan sévère de la fin de règne d'Emmanuel Macron qui *«aura été le président qui aura tout obscurci,* dit-il*. La principale victime de ces deux quinquennats, c'est la clarté politique».* Il prévient enfin les gauches que la *«violence émeutière»* n'est émancipatrice qu'en *«situation pré-révolutionnaire»,* or, *«le fond de l'air n'est pas rouge, mais brun».*

Le 17 octobre va-t-il rester comme une date dans l'histoire de la Ve République ?

Si cette date fait événement, c'est qu'en elle se rencontrent trois moments qui ont chacun leur temporalité propre. Il faut d'abord les penser de manière séparée, sans les articuler en un discours criblé de «mais». Le mouvement social est massif : 800 000 personnes dans la rue, c'est bien plus que le gouvernement le redoutait et que les organisateurs l'espéraient. Le mot d'ordre avait été lancé dès le début du mois d'août pour protester contre la vie chère. Prévue de longue date, cette mobilisation n'a pas pris les formes qu'on attendait, au sens où elle ne fut pas une reprise du mouvement des gilets jaunes, alors qu'elle était motivée par la même angoisse vis-à-vis de la vulnérabilité des conditions d'existence et par le même désir de justice.

C'est qu'elle fut rejointe par le mouvement lycéen, qui a débuté à Mayotte, s'est développé dans le Val-de-Marne et en Seine-Saint-Denis dès la mi-septembre et a gagné Paris en se renforçant du soutien étudiant — et tout cela pour affirmer que «l'égalité ne s'arrête pas aux portes du périph» et que la solidarité, territoriale ou sociale, n'est pas un vain mot en France.

Quelles que soient les conséquences du 17 octobre, il faudra se souvenir de cela : au moment où nous désespérions le plus, la lumière est venue de la jeunesse, partageant avec la société tout entière une intense joie politique — c'est-à-dire l'élargissement de notre capacité d'agir.

Que dire de la réaction du gouvernement à ce mouvement ?

Face à ce mouvement puissant, joyeux et inventif, la seule réponse fut le mépris politique et la brutalité policière. Songez que le ministre de l'Education nationale n'a reçu pour la première fois les lycéens et les étudiants que le lundi 26 octobre, non pour discuter avec eux de leurs revendications, mais pour leur annoncer ses décisions, tardives et partielles. Or, ce dédain s'accompagne d'un niveau inégalé de répression, manifestant l'inefficacité et la brutalité d'une doctrine de maintien de l'ordre aberrante, mais qui est pourtant celle de la France depuis 2016 : 8 000 gardes à vue de mineurs, des atteintes répétées au droit de manifester et aux libertés publiques, et à la fin des violences, des pillages et des émeutes.

Ces dernières manifestent une colère et une désespérance qui ont-elles aussi leur propre temporalité : depuis quand avons-nous abandonné l'idée même qu'il puisse y avoir, au niveau national, une politique de la ville ? Chacun assiste alors, sidéré, à l'effondrement d'un Etat où le pouvoir ne parle plus que le langage de la surenchère sécuritaire.

Quelle peut être la réponse de la gauche à ce diagnostic ?

La gauche ferait une erreur historique en ne voyant pas que ce spectacle désolant de la ruine de l'Etat de droit et de la violence dans la rue est un grand clip de campagne pour le RN. Celui-ci n'a plus rien à faire, sinon se payer le luxe de baisser d'un ton en parlant de manière doucereuse, comme Marine Le Pen à Orléans. Ne pas voir que les émeutes et leur cortège de drames humains heurtent une aspiration populaire à la justice sociale garantie par l'ordre républicain, c'est croire que la violence émeutière est toujours émancipatrice.

Elle peut l'être en effet, mais en situation pré-révolutionnaire. Or, je crains que nous soyons plutôt aujourd'hui en situation pré-autoritaire : le fond de l'air n'est pas rouge, il est brun. Et, au total, pourquoi aucun des leaders de la gauche n'a-t-il posé sur ces événements une voix forte ? Peut-être parce qu'ils sont tétanisés par l'histoire, se souvenant de François Mitterrand tentant vainement, en Mai 1968, de s'engouffrer dans la brèche creusée par la vacance du pouvoir.

Mais dans un moment aussi dangereux, on a tort de convoquer le passé et de chercher des appuis en arrière. Marc Bloch l'écrit dans *l'Etrange Défaite* : se laisser guider par des précédents historiques, c'est se condamner à penser en retard.

Quelle expression qualifierait le moment que nous vivons ?

On est dans ce moment incertain que j'appelle «l'entre-temps». Engourdis par ce faux rythme, les politiques n'ont qu'une seule obsession, c'est de ne pas faire de fautes. Ils participent alors de cette confusion politique dont Macron aura été le grand artisan : élu et réélu pour faire barrage à l'extrême droite, il lui ouvre la voie par ce qu'on appelle, dans le hideux langage managérial, un «tuilage».

Voilà pourquoi *Notre salut* d'Emmanuel Marre est sans doute le film de notre temps. Il filme comme au futur antérieur des personnages aveuglés par l'histoire, pris dans ses phares, qui glissent vers l'acceptation du pire parce qu'ils le croient inéluctable.

C'est cette catastrophe au ralenti dont parle Walter Benjamin : *«Que les choses continuent à "aller ainsi", voilà la catastrophe.»* Et tout cela entraînée par une bande-son qui nous fait éprouver physiquement la séduction de la tyrannie. Voilà la pente. Y contrevenir est un devoir, et encore une fois, c'est le mouvement de la jeunesse qui perce cette heure grise d'une heureuse clarté rappelant que rien n'est écrit d'avance.



Des manifestants venus de toute la Fance pour la journée de mobilisation à Paris, le 13 octobre 2026. (Cyril Zannettacci/Libération)

Quel sens donner au slogan du mouvement lycéen qui proclame *«la fin de l'époque contemporaine»* ?

Ce slogan, cryptique et péremptoire, peut être compris de deux manières. La première est pessimiste : elle dit le cri d'une jeunesse qui revendique le droit de ne pas se sentir héritière d'institutions et de modes de vie ayant mené le monde à la catastrophe politique et environnementale. Alors, le cycle de l'époque contemporaine, celui de la démocratie libérale, serait bien épuisé.

Mais il est une autre lecture, plus optimiste, dans laquelle les jeunes ne se résolvent pas à la faillite de la promesse républicaine. *«Nos privilèges devraient être des droits»,* protestent les lycéens favorisés des centres-villes. Tandis que leurs aînés de Mai 1968 s'exclamaient : *«Soyons réalistes, demandons l'impossible»,* les jeunes du 17 octobre réclament simplement que l'on se souvienne du fait que l'émancipation par le savoir et la passion de l'égalité fondent, depuis 1789, le projet moderne — ce qu'on appelle, scolairement, «l'époque contemporaine».

Leurs revendications, chacun l'a remarqué, sont réalistes et raisonnables. Là est le paradoxe de leur radicalité. Ils rejouent cette inversion du rapport de génération qui a commencé avec Greta Thunberg, cet enfant sermonnant des adultes parce qu'ils ne sont pas sérieux. D'avoir vu et entendu dans les manifestations tant de *Marseillaise*, tant de reprises joyeuses et énergiques de ces symboles de concorde républicaine, conforte cette lecture optimiste, où les jeunes nous donnent une dernière chance de nous rendre contemporains d'eux-mêmes, nous rappelant au passage qu'il convient, pour ne pas capituler face à l'extrême droite, de ne pas abandonner l'idée de grandeur.

Vous, qui avez dirigé une *Histoire mondiale de la France*, voyez-vous des points communs, malgré leurs différences de contexte entre ces mouvements de jeunesse en Inde, en Serbie, en Italie et en France ?

Cette dimension transnationale de la révolte est un démenti cinglant à tous ceux qui décrivent une jeunesse atomisée par les réseaux sociaux, une génération TikTok se partageant des mèmes de *One Piece*. Car ceux-ci sont devenus les mots de passe d'une insurrection numérique. Ce qu'il faut comprendre, ce qu'il faut soutenir et admirer, c'est l'habilité technologique de ces jeunes générations. Elles trouvent les moyens subreptices de contourner, et même de décoder les forces de l'ordre, retournant la technologie contre ce qui pourrait les aliéner.

Contre l'iniquité, la ruine des services publics et l'avenir empêché, les jeunesses révoltées défendent leurs droits et affirment leur dignité. En Inde, la révolte étudiante a commencé par la dénonciation des examens truqués et du mépris de la classe politique qui les traite de *«cafards».* Les élites trichent avec le contrat social, et elles parlent mal de ceux qui s'en indignent. Voilà un point commun, et il touche à l'essentiel : la dégradation de la parole publique.



En Serbie, à Belgrade, devant l'Assemblée nationale, des jeunes célèbrent la défaite de Vucic, le 26 octobre 2026. (Armin Durgut/AP Photo/Armin Durgut)

En Serbie, le mouvement a commencé en novembre 2024, et à force de manifestations pacifiques, a abouti à la démission du président autocrate et pro-russe Vucic et à la victoire électorale, ce 25 octobre, d'une liste d'étudiants. Connaissez-vous ce podcast de Victoire Tuaillon : *«Et parfois, on gagne»* ? C'est exactement cela : des histoires encourageantes de victoires politiques construites par des collectifs qu'on accuse de naïveté, mais qui, graduellement, éprouvent leur force, leur courage et leur solidarité.

J’admire la manière dont les jeunes s’emparent de l’histoire avec tant d’agilité. Ils comprennent que le monde n’est pas naturellement tel qu’il est : il aurait pu être autrement, et l’histoire n’a pas dit son dernier mot.

Cette conscience historique est vive dans la Gen Z, et particulièrement dans la cohorte 2007, 2008 et 2009. Tous ont vécu leur adolescence au temps du Covid-19 qui a créé les conditions d’une expérience commune du temps, une contemporanéité au sens strict. Nous avons été entre 2020 et 2022 séparés, mais séparés simultanément. Je suis persuadé que nous payons aujourd’hui le prix politique de n’avoir rien dit, ni rien fait, de cette épreuve globale.

Ce mouvement surgit à six mois d’une élection présidentielle, et percute une campagne où les candidats sont censés apporter des solutions. Comment analysez-vous ce décalage ?

Il y a un paradoxe : hors du jeu politique, la démocratie n’a jamais été aussi active. Un peu plus de 20 % des Françaises et des Français sont engagés dans des associations comme bénévoles. Il faut commencer par faire la cartographie de l’énergie sociale, de toutes ces initiatives citoyennes. Dès qu’on observe cette constellation d’inventivité et d’amitié, on reprend espoir. Mais dès qu’on considère l’impossibilité de leur donner une traduction politique, on désespère.

Même chose avec les deux conventions citoyennes sur le climat et sur la fin de la vie : on est émerveillé par cette fabrique d’une expertise collective par la délibération de gens qui ne sont pas experts, puis on est consterné de voir que l’on n’en a tenu aucun compte. Feindre de donner la parole à des citoyens pour travailler méthodiquement à ne pas les entendre aura été la constante de cette politique.

Vous souvenez-vous des «cahiers de doléances», rédigés par les gilets jaunes ? Ils n’ont jamais été ouverts, sinon par les algorithmes de l’IA, et dorment aujourd’hui dans des cartons rangés aux archives départementales. Là est le mausolée du macronisme.

Dans ces conditions, je pensais, comme beaucoup, que le moment était venu pour qu’émerge une offre politique provenant de la société civile organisée. Pour l’instant, ça n’a pas lieu. Pourquoi ? Pour des raisons qui sont, je crois, dramatiquement liées à l’anthropologie de l’exercice du pouvoir.

Dans les institutions abîmées de la Ve République, faire de la politique au niveau national est devenu si dégradant que cela décourage par avance presque toutes les bonnes volontés.

De quelles marges de manœuvre le gouvernement dispose-t-il pour répondre à cette crise, selon vous ?

Il n’a aucune marge de manœuvre parce qu’il les a détruites méthodiquement. En 2017, Emmanuel Macron avait promis de lutter contre la société de rentiers, c’est-à-dire de pénaliser la rente immobilière pour libérer le capital productif. In fine, il a rendu l’impôt régressif, et les ultra-riches qui détiennent un capital de plus de 100 millions d’euros ont vu en moins de dix ans leur capital passer de 200 à 1 000 milliards. Cet enrichissement est un séparatisme, totalement attentatoire au pacte républicain, et tout le monde le comprend très bien.

Alors que faire face à la dette ? Thomas Piketty rappelle que le niveau actuel d’endettement a été atteint trois fois dans l’histoire : en 1789, en 1920 et en 1945. Dans les trois cas, on n’a pas échappé à une refonte radicale des règles fiscales de la redistribution de la richesse. En 1920, c’est le bloc national, la majorité la plus à droite de l’histoire parlementaire de la France, qui a voté un impôt confiscatoire. Mais à ce moment-là, la richesse privée accumulée était très faible, contrairement à aujourd’hui.

Si la dette est passée de 20 % du PIB dans les années 70 à 110 % aujourd’hui, la fortune privée est passée dans le même temps de 300 % à 600 % du PIB. Légitimer par référendum un impôt de solidarité nationale n’est pas seulement une issue technique à la crise de la dette financière, mais une réponse politique à la dette morale qui affaiblit notre contrat social.

C’était aussi l’objet de la proposition de taxe Zucman. 80 % des Français y étaient favorables, mais elle a été balayée par le pouvoir… Alors que ce mardi 3 novembre, elle va être soumise au vote des Californiens…

C’est, en effet, un phénomène global : les 1 500 à 3 000 personnes qui détenaient 3 % du PIB mondial en 1997 en possèdent 17 % aujourd’hui. Cette oligarchie des maîtres des algorithmes, qui ont décidé d’endetter le monde entier pour financier l’IA aux dépens de la transition énergétique, exerce une tyrannie globale.

Dans notre pays, la question se double de «la grande transmission», du fait de la disparition programmée des baby-boomers. Et les chiffres sont vertigineux. Selon la Fondation Jean-Jaurès, entre 2025 et 2040, c’est 9 000 milliards d’euros qui vont être transmis à des héritiers. Donc si on ne fait rien, dans quinze ans, ce ne sera pas la Renaissance que promettait Macron et aujourd’hui Le Pen, mais le retour de l’Ancien Régime.

Comment imaginer que cela ne provoque pas de violence ? Et surtout : pourquoi la gauche ne s’empare-t-elle pas avec vigueur de cette question si fondamentale ?

La dimension émeutière du 17 octobre a donné lieu dans certains médias à des amalgames entre immigration et délinquance. Certains, à droite et à l’extrême droite, vont jusqu’à parler de *«remigration»*. Et, c’est dans ce contexte, que survient l’attentat de Trappes…

Quand on assiste au spectacle consternant du commentaire ininterrompu sur les chaînes d’information, on se dit que la bêtise naturelle produit du discours probabiliste plus sûrement que l’intelligence artificielle. Alors, on ne pense pas, on glisse. Il suffit de prêter l’oreille : dès que quelqu’un commence à parler de la guerre civile qui vient, il va bientôt mettre en cause l’immigration. Les digues de la parole raciste ont lâché.

Il y a là quelque chose d’effrayant. J’en parle avec émotion parce que je sais d’expérience, comme historien, que l’appauvrissement du discours prépare toujours le déchaînement de la haine.

Le meurtre raciste de Pengo Bossio Wangi le 23 octobre en est la sinistre conséquence. Face à un tel drame, au sommet de l’Etat, on ne sait plus ni parler ni se taire, tant la langue des amalgames approximatifs est devenue l’idiome commun d’une grande partie de la classe politique, empoisonnée par l’extrême droite et ses alliés médiatiques.

Il y a encore une bataille culturelle à mener ?

La bataille culturelle ne consiste pas à opposer des imaginaires à d’autres imaginaires. La mener aujourd’hui, c’est simplement rappeler qu’investir dans la culture, la création, l’intelligence et l’information est un fondement de la République. Car, ne nous y trompons pas, l’extrême droite, si elle arrive au pouvoir, va commencer par intimider, supprimer et censurer. Son projet n’est pas d’enchanter le récit national, mais d’éteindre les Lumières.

Face à cette situation sombre, que peut l’histoire ? Lors de votre leçon inaugurale au Collège de France, le 7 décembre 2015, vous affirmiez que les temps incertains exigeaient de nous d’être *«calmes, divers et exagérément libres»*.

Je le crois encore. Le calme est la vertu des historiens, qui ne sont pas là pour jeter de l’huile sur le feu et enflammer les imaginaires. Or, c’est à l’ombre de soi-même que l’on se découvre divers. Dans la démocratie radicale athénienne, les Grecs avaient accepté l’idée que plus une question était difficile et complexe, plus elle devait être tranchée par un grand nombre de citoyens. Le contraire en somme de notre démocratie d’experts et de «conseils restreints de défense».

Comparant cette expérience antique avec les conventions citoyennes d’aujourd’hui, Chloé Santoro a montré quelque chose de magnifiquement encourageant : ce qui fait l’intelligence collective, ce n’est pas le nombre, mais la diversité. C’est-à-dire qu’on n’a jamais raison quand on ne parle qu’avec des gens qui nous ressemblent.

Voilà pourquoi il faut s’ouvrir à l’altérité. En ces temps sinistres où s’imposent l’ignorance militante et l’éloge de la force, il est honteux d’accuser les sciences sociales de justifier ce qu’elles essaient de comprendre. Comprendre, ce n’est pas excuser, c’est prendre l’autre avec soi pour gagner sa propre liberté. Alors oui, je veux continuer à croire que l’histoire nous apprend à être libre, en nous rappelant les moments où nous l’avons été.